



Arrêt

n° 105 897 du 26 juin 2013
dans l'affaire X / I

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 novembre 2012 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 25 octobre 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 février 2013 convoquant les parties à l'audience du 29 mars 2013.

Entendu, en son rapport, V. LECLERCQ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me V. HENRION loco Me S. SAROLEA, avocat, et S. ROUARD, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. *Faits invoqués*

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne et d'origine ethnique peule. Vous résidiez à Conakry où vous étiez hydrologue pensionné. Le 4 juillet 2011, vous introduisez une demande d'asile auprès des autorités compétentes.

A la base de celle-ci, vous invoquez le fait que vous êtes sympathisant de l'UFDG (Union des Forces démocratiques de Guinée) et vous avez été arrêté et détenu dans le cadre de l'accueil de Cellou Dalein Diallo le 3 avril 2011 à l'aéroport. e 30 septembre 2011, le Commissariat général prend une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié et refus d'octroi du statut de protection subsidiaire. Le 2

février 2012, dans son arrêt n°74 579, le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) confirme cette décision.

Le 23 juillet 2012, vous introduisez une seconde demande d'asile. Vous déclarez ne pas avoir quitté le territoire belge entretemps. A l'appui de cette nouvelle demande d'asile, vous déclarez que vous êtes toujours recherché aujourd'hui dans le cadre des faits invoqués lors de votre demande d'asile précédente. Vous appuyez votre demande par le fait que vous êtes un des marabouts de Cellou Dalein Diallo et que vous êtes voué à être sacrifié. A l'appui de votre demande, vous déposez les documents suivants: un arrêté de nomination vous concernant, un courriel de votre fille, une lettre d'une amie et une lettre d'un ami chef d'escadron, un courrier de Maître [S.], une attestation notariale, deux attestations de suivi de l'asbl Ulysse, un extrait de "L'Islam en Guinée" de Paul Marty, une copie couleur d'une carte d'identité nationale et d'un extrait d'acte de mariage ainsi que des articles issus de Guineenews concernant une manifestation des Guinéens de Belgique, la marche du 27 août, la disparition du Consul honoraire de Guinée ainsi qu'un article relatif aux tueries de Zogota et enfin un article de Conakryinfos relatif à la marche du 27 septembre. Vous montrez également lors de votre audition au Commissariat général un sms envoyé par votre fille [B. D.].

En cas de retour, vous dites craindre d'être donné en sacrifice et d'être accusé d'être un marabout de Cellou Dalein Diallo.

B. Motivation

Il ressort de l'analyse approfondie de vos déclarations que vous n'avez pas fourni d'indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs prouvant un risque réel que vous subissez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En cas de retour, vous déclarez craindre d'être donné en sacrifice (audition, p.3 et p.6) et vous seriez accusé d'être un marabout de Diallo Cellou (audition, p.4).

Ainsi, il ressort de vos déclarations que les documents que vous avez versés à l'appui de votre deuxième demande d'asile ont été produits dans le but de corroborer les faits que vous aviez invoqués lors de votre première demande d'asile (audition, p.2). D'emblée, il convient de relever que, dans son arrêt n°74 579 du 2 février 2012, le CCE a confirmé la décision de refus du Commissariat général et que cette décision possède l'autorité de chose jugée. Dans cet arrêt, le CCE estime que l'absence de crédibilité de faits allégués et l'absence de vraisemblance des poursuites prétendument engagées contre vous sont établies à suffisance.

Vous basez votre deuxième demande d'asile sur l'apport de plusieurs documents. Il convient dès lors de déterminer si les éléments que vous invoquez à l'appui de votre deuxième demande d'asile démontrent de manière certaine que les instances d'asile auraient pris une autre décision si ces éléments avaient été portés à leur connaissance lors de votre première demande d'asile.

Tout d'abord, concernant l'arrêté portant nomination de l'équipe nationale pluridisciplinaire du Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie (Farde Documents, inventaire n°1), le Commissariat général ne remet pas en cause votre nomination comme expert.

Ensuite, concernant le courriel du 13 avril 2012 (Farde Documents, inventaire n°2) et le sms de votre fille [F. B. D.] du 2 septembre 2012 (audition, p.3), ceux-ci vous font part du fait que les gendarmes seraient toujours à votre recherche. Cependant, il s'agit de correspondance privée dont, par nature, la fiabilité et la sincérité de son auteur ne peuvent être vérifiées, ce qui en limite la force probante. Le Commissariat général ne dispose, en effet, d'aucun moyen pour s'assurer que ces messages n'ont pas été rédigés par pure complaisance et qu'ils relatent des événements qui se sont réellement produits.

En outre, soulignons que dans le courriel que votre fille vous adresse en avril 2012, elle fait déjà état du fait que les gendarmes savent que vous n'êtes pas parti en mission mais que vous avez demandé l'asile en Europe alors que dans son sms de septembre 2012, elle vous indique que votre épouse leur dit toujours que vous êtes parti en mission, ce qui n'est pas cohérent. En outre, dans son courriel d'avril 2012, votre fille vous indique que les gendarmes estiment votre cas comme étant spécifique du fait qu'il

y a eu complicité lors de votre détention à la Sûreté, détention qui rappelons-le a été remise en cause par les instances d'asile. Dès lors, le Commissariat général estime que la probance de ces éléments n'est pas établie.

Concernant les courriers adressés par votre amie [S. D.] et votre ami [S. C.], chef d'escadron, rappelons qu'il s'agit ici aussi de documents de correspondance privée dont, par nature, la fiabilité et la sincérité de son auteur ne peuvent être vérifiées, ce qui en limite la force probante. De plus, dans ces deux courriers (courrier de votre amie daté du 27 avril 2012 (Farde Documents, inventaire n°3) et le courrier de votre ami [S. C.] du 22 avril 2012 (Farde Documents, inventaire n°4)), remarquons qu'à l'exception du nota bene, l'ensemble du texte de ces courriers est identique ce qui ne peut que jeter le discrédit sur ceux-ci et renforcer la conviction du Commissariat général sur le fait qu'ils ont été rédigés par pure complaisance. En conséquence de quoi, le Commissariat général ne peut accorder foi à ces deux documents.

Ensuite, concernant le courrier de Maître [S.] (Farde Documents, inventaire n°5), celui-ci fait état que votre situation personnelle est différente des autres personnes ayant été poursuivies et cela en raison de votre origine familiale et de votre appartenance à une famille bien connue de marabouts en Guinée. Si le Commissariat général estime que les éléments invoqués dans son courrier relatif à votre origine familiale et votre appartenance à une famille bien connue de marabouts et appuyés par l'extrait du livre de Paul Marty (Farde Documents, inventaire n°8) peuvent être un début de preuve concernant le fait que vous appartiendrez à une famille de marabouts tout comme l'attestation notariale établissant que vous seriez un descendant de [T. D. S.], le Commissariat général tient cependant à souligner qu'à aucun moment lors de votre première audition au Commissariat général du 6 septembre 2011 vous n'avez invoqué cet élément, ce que le Commissariat général estime non crédible. En outre, vous déclarez lors de votre audition du 20 septembre 2012 (audition, p.4) que vous êtes accusé d'être un marabout de Cellou Dalein Diallo, élément que vous avez également omis lors de votre première demande d'asile et pour lequel vous n'apportez aucun début de preuve. En conséquence, le Commissariat général estime que ces omissions fondamentales discréditent vos déclarations. Dès lors, considérant que les faits à la base de votre première demande d'asile ont été estimés non crédibles et au vu des éléments déposés dans le cadre de votre seconde demande, le Commissariat général estime qu'ils n'ont pas de force probante suffisante pour rétablir la crédibilité de vos déclarations antérieures ni pour leur donner un début d'explication.

De plus, concernant les deux attestations de suivi de Monsieur [V.] datées du 20 juillet 2012 et du 20 septembre 2012 (Farde Documents, inventaire n°7 et n°9), si elles témoignent de la nécessité d'un accompagnement psychosocial global pour votre bien-être psychologique, elles ne permettent pas d'établir un lien direct avec les événements que vous relatez dans le cadre de votre demande d'asile. Remarquons cependant que l'attestation du 20 septembre indique l'absence de toute pathologie autre que le désespoir, l'inquiétude et la fatigue relatifs à votre situation de dénuement, aux risques que vous avez encourus, aux inquiétudes qui restent pour sa famille mais ne permettent pas de rétablir la crédibilité de vos déclarations.

En outre, concernant les différentes articles que vous déposez (Farde Documents, inventaire n°12-17), ils témoignent d'événements survenus en Guinée ou relatifs à des personnalités guinéennes mais ne permettent pas de rétablir la crédibilité défailante de vos déclarations.

Enfin, vous redéposez une copie couleur de votre extrait d'acte de mariage ainsi que de votre carte nationale d'identité (Farde Documents, n°10 et 11) mais relevons qu'il ne s'agit pas de nouveaux éléments puisque ceux-ci ont déjà été déposés dans le cadre de votre première demande, éléments qui n'avaient par ailleurs pas été remis en cause.

Concernant la situation générale, la Guinée a été confrontée en 2012 à des tensions internes, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues. Des violations des droits de l'homme ont en effet été commises par les forces de sécurité guinéennes, à l'occasion de manifestations à caractère politique. Des tensions entre le gouvernement et certains partis politiques d'opposition sont toujours palpables.

La période de transition qui aurait normalement dû s'achever par l'organisation d'élections législatives dans un délai de 6 mois, s'éternise. Il appartient désormais aux différents acteurs politiques de faire en sorte que toutes les conditions soient réunies pour achever cette période de transition et permettre la tenue des élections législatives dans un climat apaisé.

*L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle et il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays. A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2 (voir *faide Information des pays*, SRB "Guinée: Situation sécuritaire", septembre 2012).*

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de conclure que les éléments que vous invoquez à l'appui de votre deuxième demande d'asile ne sont pas de nature ni à rétablir la crédibilité des faits que vous avez invoqués lors de votre première demande d'asile, ni à établir le bien fondé des craintes et risques que vous alléguiez. Dès lors, le Commissariat général estime qu'il n'existe, dans votre chef, aucune crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève et qu'il n'existe aucun motifs sérieux de croire que vous courrez un risque de subir une atteinte grave telle que prévue à l'article 48/4 de la loi sur les étrangers qui définit la protection subsidiaire. En conclusion, le Commissariat général estime être dans l'ignorance des motifs vous ayant poussé à fuir votre pays.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

La partie requérante confirme, dans le cadre du présent recours, fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'exposés dans la décision entreprise.

3. La requête

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation « de l'article 1^{er}, A, 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle que modifiée par le Protocole de New York de (*sic*) 31 janvier 1967, et des articles 48/3, 48/4, 48/5 et 57/7ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers [ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980] ; de l'article 4 de la directive 2004/83 du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (ci-après la « directive qualification ») et particulièrement les paragraphes 1 et 5 ; des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 [précitée] ; du principe de bonne administration et le devoir de minutie ».

3.2. Après avoir exposé les griefs qu'elle élève à l'encontre de la décision querellée, elle demande, à titre principal, de lui reconnaître le statut de réfugié et, à titre subsidiaire, de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

4. Les éléments nouveaux ou présentés comme tels

4.1.1. En annexe à la requête, la partie requérante dépose les copies de plusieurs articles issus d'internet portant, respectivement, les titres suivants « Magie, Fétichisme, Totem, Djaratuta : Ces rites que nous cachent nos dirigeants », « La présence des 'Donzos' observée à Conakry », « Les Donzo sont des criminels de guerre bien connus dans les pays de la sous-région » et « Boké : les Donzo étaient là aussi ».

A l'audience, la partie requérante dépose la copie d'une « attestation de témoignage » libellée au nom d'une tierce personne et les copies d'articles issus d'internet portant, respectivement, les titres suivants : « Guinée violence : Le bilan provisoire fait état de 3 morts, de plus d'une centaine de blessés, et d'importants dégâts matériels », « Guinée : de nouvelles violences font une trentaine de blessés à

Conakry », « Violence en Guinée : la FIDH et l'OGDH demandent de faire toute la lumière », « Guinée : Alpha Condé commence à faire fuir sa famille ! Le droit à la légitime défense pour les Peuls », « Guinée : des groupes de Peuls commencent à réagir aux agressions des loubards du RPG. La guerre civile qu'Alpha Condé provoque est-elle encore évitable ? », « Guinée : 6 morts dans les violences politiques depuis mercredi à Conakry », « Guinée : près d'une semaine de violence ininterrompue », « Guinée : Cellou Dallein Diallo aurait échappé à une tentative d'assassinat », « Dépêche de Conakry : Alpha Condé met en marche son plan de guerre civile en Guinée », « Les images de victimes et la liste partielle des personnes tuées au cours de la vague de violences depuis le 27 février 2013 » et « Guinée : deux morts et plusieurs blessés par balles à Conakry ».

4.1.2. La partie défenderesse dépose, pour sa part, à l'audience, un document libellé comme suit « Document de réponse – Guinée – Les événements du 27 février 2013 – Quelle est la situation générale en Guinée suite aux événements du 27 février 2013 ? ».

4.2. A l'égard des documents visés *supra* aux points 4.1.1. et 4.1.2., le Conseil rappelle que la Cour constitutionnelle a eu l'occasion de préciser que l'article 39/76, § 1er, alinéas 2 et 3 de la loi du 15 décembre 1980 « doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure. » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008 et arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

Bien que la Cour constitutionnelle n'ait envisagé que l'hypothèse de nouveaux éléments déposés par la partie requérante, le Conseil estime que le même raisonnement doit être tenu, *mutatis mutandis*, lorsque des nouveaux éléments sont déposés par la partie défenderesse.

Il rappelle, par ailleurs, que le constat qu'une pièce ne constitue pas un nouvel élément, tel que défini ci-dessus, n'empêche pas que celle-ci soit prise en compte, dans l'hypothèse où elle est produite soit par la partie requérante pour étayer la critique de la décision attaquée qu'elle formule dans la requête, soit par l'une ou l'autre partie, en réponse à des arguments de fait ou de droit invoqués pour la première fois dans les derniers écrits de procédure.

4.3.1. En l'espèce, dès lors que les documents visés *supra* au point 4.1.1., déposés par la partie requérante, visent manifestement à étayer les critiques formulées en termes de requête à l'égard de la décision querellée, le Conseil estime devoir les prendre en considération dans le cadre de l'examen du présent recours.

4.3.2. Quant au document visé *supra* au point 4.1.2., déposé par la partie défenderesse, le Conseil estime également devoir le prendre en compte, dès lors qu'il fait état d'éléments qui sont postérieurs à la dernière phase de la procédure au cours de laquelle la partie défenderesse aurait pu les produire et qui viennent actualiser certaines considérations de la décision attaquée et qu'il peut, du reste, être relevé que la partie requérante, n'a émis aucune objection concernant le dépôt de cette pièce, exprimant uniquement le souhait qu'elle soit examinée en parallèle avec celles qu'elle dépose pour sa part.

5. Discussion

5.1.1. Le Conseil observe que le présent recours porte sur une décision qui a été prise par la partie défenderesse en réponse à une nouvelle demande d'asile introduite par la partie requérante, ultérieurement au prononcé d'un arrêt n° 74 579 du 2 février 2012, aux termes duquel la juridiction de céans s'est prononcée à l'égard de la précédente demande d'asile de la partie requérante, en refusant de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire après avoir, notamment, constaté que « (...)l'incohérence de certains aspects [du] récit [du requérant] ainsi que les divergences entre ses déclarations et les informations objectives versées au dossier administratif, interdisent de considérer les faits comme établis. La partie défenderesse relève ainsi à juste titre que les personnes arrêtées le 3 avril 2011 lors de la manifestation à laquelle affirme avoir participé le requérant ont été jugées le 11 avril 2011, ce qui n'a pas été le cas du requérant. [ou] [...]maintenues en détention sans jugement [...]. Le requérant n'ayant pas été jugé et ne figurant pas parmi les personnes

maintenues en détention sans jugement [consécutivement à la manifestation du 3 avril 2011 au cours de laquelle il prétend avoir été arrêté], sa détention alléguée ne peut pas être considérée comme établie dans les circonstances alléguées. (...) ».

Il relève qu'à l'appui de sa nouvelle demande de protection internationale, la partie requérante a, notamment, invoqué avoir appris de son cousin que sa situation personnelle différerait de celle des autres personnes ayant été arrêtées et poursuivies lors de la manifestation du 3 avril 2011 car, en raison de son appartenance à une famille renommée de marabouts originaire du Fouta et de son soutien à Cellou Dallein Diallo, les autorités au pouvoir auraient décidé de la sacrifier et non de la juger ou la maintenir en détention.

5.1.2. Dans la décision entreprise, la partie défenderesse retient essentiellement que si la partie requérante dépose plusieurs documents qui « (...) peuvent être un début de preuve concernant le fait qu'[elle] apparten[ai]t à une famille de marabouts (...) », il s'avère « (...) qu'à aucun moment lors de [sa] première audition [...le...] 6 septembre 2011 [la partie requérante] n'a[.] invoqué cet élément [ni qu'elle serait] accusé[e] d'être un marabout de Cellou Dalein Diallo, élément [...] pour lequel [elle] n'apporte[.] aucun début de preuve. (...) ». La partie défenderesse conclut que « (...) ces omissions fondamentales discréditent [ses] déclarations. (...) » qui, dès lors, « (...) n'ont pas de force probante suffisante pour rétablir la crédibilité de [ses] déclarations antérieures ni pour leur donner un début d'explication. (...) ».

5.1.3. En termes de requête, la partie requérante expose, en substance, qu'elle ne peut se rallier à l'analyse rappelée *supra* au point 5.1.2., en ce que la partie défenderesse « (...) reconnaît [...] que... les documents fournis par le requérant [...] prouvent qu'[il] appartient à une grande famille de marabouts (...) » mais « (...) passe outre ces éléments [...] au motif que le requérant n'[en] a pas fait état [...] lors de sa première demande d'asile. (...) ».

5.2 En l'espèce, le Conseil observe que si la partie défenderesse a légitimement pu constater que le fait, pour la partie requérante, de ne pas avoir mentionné d'emblée son appartenance alléguée à une famille renommée de marabouts du Fouta est de nature à nuire à sa crédibilité, il demeure, toutefois, que ce seul fait ne peut dispenser les instances d'asile de s'interroger, d'une part, sur l'existence de motifs sérieux justifiant que la partie requérante ait omis de mentionner cette qualité qu'elle présente aujourd'hui comme un élément important de sa demande d'asile et, d'autre part, sur l'existence, dans son chef, d'une crainte d'être persécutée qui pourrait *in fine* être établie à suffisance par des éléments de la cause qui pourraient être tenus pour certains, nonobstant cette omission.

Or, le Conseil ne peut, tout d'abord, que constater que la question des motifs pour lesquels la partie requérante a « omis » de mentionner son appartenance alléguée à une famille renommée de marabouts du Fouta lors de sa première demande d'asile, n'a pas été abordée au cours de sa deuxième audition par les services de la partie défenderesse, alors que des éclaircissements sur ce point sont nécessaires pour apprécier la crédibilité de son récit.

Force est de relever, ensuite, que les raisons pour lesquelles la partie requérante n'a pas fait état, dès sa première demande d'asile, des caractéristiques expliquant que son cas différerait de celui des autres personnes ayant été arrêtées et poursuivies lors de la manifestation du 3 avril 2011, n'ont pas non plus été investiguées dans le cadre de sa deuxième audition par la partie défenderesse, en manière telle qu'à ce stade, il n'apparaît nullement justifié de considérer que l'absence de toute mention à ce sujet à l'appui de la première demande d'asile constituerait une « omission fondamentale » de nature à jeter le discrédit sur les faits invoqués par la partie requérante.

Ce dernier constat se trouve renforcé par la circonstance que, si l'on tient compte du fait que, dans le cadre de sa première demande d'asile, à la question de savoir en quoi consistait concrètement son soutien auprès de l'UFDG, la partie requérante a, notamment, répondu « (...) une chose qu'on ne peut pas imaginer ici, j'étais dans l'informel. (...) Nous partions voir les marabouts pour les sacrifices pour les partis, pour le président, c'est l'informel. (...) » (cf. dossier administratif, farde « 1^{ère} D.A. », pièce n°6 « Rapport d'audition du 6 septembre 2011 », pp.12-13), son appartenance alléguée à une famille renommée de marabouts du Fouta est potentiellement de nature à jeter un nouvel éclairage sur les faits invoqués à l'appui de sa demande.

5.3. Il résulte des considérations émises dans le point 5.2. qui précède qu'en l'occurrence, il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de l'acte attaqué sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

5.4. En conséquence, le Conseil considère qu'il s'impose, en l'espèce, d'annuler la décision entreprise. Il renvoie, à cet égard, au prescrit de l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, précitée, lequel dispose que : « *Le Conseil peut (...) annuler la décision attaquée du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides soit pour la raison que la décision attaquée est entachée d'une irrégularité substantielle qui ne saurait être réparée par le Conseil, soit parce qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation [de la décision attaquée] sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires* », ainsi qu'à celui de l'article 39/76, § 2, de cette même loi, prévoyant que « (...) Si (...) le juge au contentieux des étrangers saisi ne peut examiner l'affaire au fond pour la raison prévue à l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, il le motive dans sa décision et annule la décision attaquée. Dans ce cas, le greffier en chef ou le greffier désigné par lui renvoie immédiatement l'affaire au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. (...) ».

Le Conseil précise qu'en l'occurrence, les mesures d'instruction complémentaires dévolues à la partie défenderesse devront, au minimum, répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits.

Dans le cadre de ces mesures d'instruction complémentaires, la partie défenderesse pourrait, si elle l'estime opportun, aborder également la question des conséquences de l'évolution récente de la situation en Guinée, telle que décrite par les documents déposés à l'audience par les parties, sur l'examen du bien-fondé de la demande de protection internationale de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision rendue le 25 octobre 2012 par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six juin deux mille treize, par :

Mme V. LECLERCQ, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. P. MATTA, greffier.

Le greffier,

Le président,

P. MATTA

V. LECLERCQ